

Interview d'Elisabeth Guigou, députée PS de Seine Saint-Denis, ancienne Garde des Sceaux dans le gouvernement Lionel Jospin (1997-2000), sur la question du boycott. Réalisé par Mediapart.

Le boycott est une prise de position politique

« Le boycott des produits des territoires occupés est quelque chose en effet à quoi je peux m'associer. Il y a différentes expressions dans ce collectif, c'est vrai, mais je trouve que cela a un sens politique. Il ne s'agit pas du tout d'une discrimination religieuse ou raciale d'aucune sorte. C'est une prise de position *politique* par rapport à une situation politique qui doit absolument changer. Une des conditions que la communauté internationale reconnaît comme étant une condition préalable et indispensable à la paix, c'est le retrait des territoires occupés ».

Vous avez rencontré le nouveau Garde des Sceaux, Michel Mercier, sur cette question, quelle est sa position ?

« Nous sommes allés voir Michel Mercier avec Stéphane Hessel et Catherine Tasca. Stéphane Hessel a expliqué sa position. Michel Mercier a dit qu'il allait naturellement faire le point avec ses services. Je lui ai posé la question il y a quelques jours à l'Assemblée nationale, il m'a assuré qu'il n'y aurait pas de poursuites contre Stéphane Hessel. Je lui ai demandé ce qui se passerait pour les autres, il a été plus évasif, mais tout en étant assez encourageant, m'a-t-il semblé. C'est pour cela qu'il est important de poursuivre la mobilisation, il faut que ces poursuites cessent, elles n'ont pas de fondements, à mes yeux. »

« Je trouve que l'Europe devrait s'exprimer davantage. Les termes du processus de paix sont connus. Ils sont agréés par toute la communauté internationale. L'Europe a été à l'avant-garde pour définir ces conditions de la paix. Aujourd'hui nous savons ce qui bloque, c'est la poursuite des colonies, non seulement le non retrait des territoires occupés mais la poursuite de la colonisation. Je pense que la l'Europe devrait être beaucoup plus active. L'union européenne est le premier donateur d'aide au développement dans cette région du monde. Elle est très active sur le plan de l'aide humanitaire à Gaza, je pense qu'elle devrait avoir une expression politique plus forte »

Que répondez-vous à ceux qui voient dans le boycott un terreau pour l'antisémitisme ?

« Il faut être très attentif, c'est vrai. Car il y a les prises de position politiques, la politique du gouvernement israélien ou des gouvernements israéliens ; mais évidemment il ne faut pas que ce blocage politique et la poursuite de ces guerres induisent de l'antisémitisme. Nulle part il ne faut pas faire d'amalgames. Il faut bien distinguer : il faut dire qu'il y a une situation de guerre, qui doit cesser. Il y a eu à Gaza, dit le rapport Goldstone, des crimes de guerre. Il y a une vraie différence entre les actes de guerre et les crimes de guerre : le droit international fait la différence. Dans quantité de régions du monde malheureusement nous avons ce type de situation, il faut les dénoncer. Mais ce n'est pas l'ensemble d'un peuple qui est visé, désigné. D'ailleurs, en Israël même, je le sais pour y être allée et avoir des contacts, il y a un très fort débat, et des milieux intellectuels, politiques, des médias, sont eux-mêmes très critiques souvent, vis-à-vis de la politique qui est menée par le ou les gouvernements israéliens. Je crois qu'il ne faut surtout pas faire d'amalgames. En tout cas moi je réprime absolument tout comportement antisémite ».